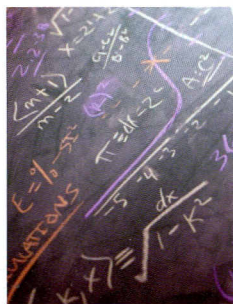


Réforme de la finance suite aux différents G20

Le point de vue du Club des Jeunes Financiers

Arnaud-Cyprien
Nana Mvogo

La crise financière s'est nourrie du développement incontrôlé de nouveaux produits peu ou pas contrôlés et dont le caractère pro-cyclique a créé des boucles de rétroactions négatives. La sphère politique tente, depuis 2 ans, de reprendre le contrôle. Les professionnels des marchés ne doivent pas se désintéresser d'un débat qui les concerne directement.



Retour sur la crise

Origine macro économique et systémique à la crise économique

« Les financiers ont-ils suffisamment pris conscience de la nature et de l'importance de la crise que nous traversons ? » Telle est la question que Daniel Deguen, ancien dirigeant du Crédit commercial de France (HSBC France) et président d'honneur du Centre des Professions Financières (CPF), a posé aux personnes ayant assisté à la Convention du CPF dans les locaux de CNP Assurance le 26 novembre dernier. En effet, non seulement les institutions bancaires sont toujours en difficulté, mais en plus le secteur financier a perdu une grande partie de sa crédibilité auprès du public. Certes, il est faux de dire que la crise économique est due à la finance. Comme cela l'avait été par les intervenants de la conférence « Qu'est-ce que le catholicisme a à nous dire de la crise ? » du 5 octobre 2009, la crise a pour origine des décisions politiques (Fair Housing Equal Opportunity et Community Reinvestment Act à l'origine du subprime et abolition du Glass Steagall Act par le Gramm-Leach-Bliley Act en 1999), des choix monétaires trop accommodants après le 9 novembre (à l'origine de la bulle de la dette).

Une origine micro à la crise financière

Les origines macro-économiques de la crise ne doivent pas cacher le fait que les financiers n'ont pas vu ou voulu voir venir la crise. Les Jeunes Financiers ne se seraient pas posé la question « trader, un métier d'avenir ? » le 24 juin 2009

à la Sorbonne si les fondements même du dynamisme et de l'intégrité des marchés n'avaient pas vacillé un certain temps. Il n'est pas possible d'ignorer que les activités de banque d'investissement ont échappé à une supervision efficace de la part de certaines de leurs maisons-mère, avant de mettre ces dernières en danger.

Face à cela, les autorités politiques se sont concentrées sur des réformes de fond mais aussi des effets d'annonces sur des éléments symboliques : le contrôle des hedge funds, les paradis fiscaux, la taxation des bonus des traders. Les autorités ont parfois tendance à légiférer en retard ou à côté du sujet, (comme sur un autre sujet le montre la loi Hadopi). Au moment où les Jeunes Financiers apprenaient, lors de la conférence « L'avenir de l'industrie des Hedge Funds » du 28 mai 2009 à l'ESLSCA, que l'industrie de l'investissement alternatif avait déjà changé de génération (notamment : les managed accounts), l'U.E ajustait tout juste la directive relative aux Gérants de Hedge Funds, en intégrant l'obligation de s'enregistrer auprès d'une autorité.

Les réformes en cours

Les solutions internes : tentative de poursuite de l'auto régulation

Le secteur financier a donc cru un moment qu'il serait capable de régler la crise financière par lui-même. Face aux principaux problèmes que la crise financière et boursière de 2009 a révélé, à savoir le manque de standardisation des produits structurés, la mauvaise appréciation des risques de crédit et l'excessive pro-cyclicité des

normes, les professionnels ont d'abord tenté des réponses de place, si on exclut les plans publics de sauvetage. Parmi ces réponses, on trouve des mesures telles que l'adoption par les banques françaises du code de bonne conduite du Medef, le renforcement des équipes de compliance, la hausse des rémunérations du middle et du back office, la limitation des activités front office (notamment, la stricte limitation du prop trading hors ALM). L'atelier métier du CJF du 9 novembre 2009, consacré au métier de Sales Derivés Actions, a bien mis en lumière les nouvelles conditions d'exercice des fonctions front.

Sur le plan comptable, les institutions financières ont utilisé toutes les ressources permises par le cadre légal, comme la reclassification d'actifs. Enfin, la plupart des banques ont effectué des augmentations de capital massives, afin de se conformer aux exigences de Bale II. Mais toutes ces actions n'ont pas empêché les politiques de promouvoir leur propre agenda, rendu d'autant plus nécessaires, que les opinions publiques ont été choquées par l'apparent enchaînement entre la crise boursière et les conséquences réelles de la crise économique, telles que la hausse du chômage ou la restriction de l'offre de crédit.

Les solutions externes : intervention politique

Notamment du fait de l'impulsion du Président Sarkozy, 2009 a vu émerger un nouveau phénomène : la transformation des sommets du G20 en lieu de prise de décision effective. Les 3 sommets du G20 (15 nov. 2008 à Washington, 2 avr. 2009 à Londres et 24 - 25 sept. 2009 à Pittsburgh) ont déjà dé-

